Revue des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X

Volume 3, Numéro 4, Octobre 2025

Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société

revue.akiri-uao.org

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

DOI: https://dx.doi.org/10.4314/akiri

Site web: https://revue.akiri-uao.org/

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue ***AKIRI***, consultez les bases de données ci-dessous :

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946

https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri

http://sjifactor.com/passport.php?id=23334

https://orcid.org/0009-0002-6794-1377

https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814

https://www.ajol.info/index.php/akiri

https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360

https://olddrji.lbp.world/IndexingCertificate.aspx?jid=14086

http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071

Impact factor : SJIF 2025 : 6.586

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)
I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob
Directeur de publication : MAMADOU Bamba
Rédacteur en chef : KONE Kiyali
Chargéde diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert
Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny
LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,
ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly
SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro
BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I
N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix HouphouëtBoigny
BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
TOPPE Eckra Lath, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
M'BRA Kouakou Désiré, Maître conférences, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
GOMA-THETHET Roval, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
TOPPE Eckra Lath, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
SIDIBÉ Moussa, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
KAZON Diescieu Aubin Sylvère, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
BALDÉ Yoro Mamadou, Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Contacts

Site web: **https://revue.akiri-uao.org/**
E-mail : revueakiri@gmail.com
Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946

Mir@bel : https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri

Sjifactor: http://sjifactor.com/passport.php?id=23334

ORCID: https://orcid.org/0009-0002-6794-1377

AJOL: https://www.ajol.info/index.php/akiri

IPIndexing: https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360

DRJI: https://olddrji.lbp.world/IndexingCertificate.aspx?jid=14086

OAJI: http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071

Impact factor : SJIF 2025 : 6.586

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « ***AKIRI*** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue ***AKIRI*** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :
Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. -2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparait en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («…. »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de …

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
  Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.

- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
  Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzukru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIXe siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.

- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
  Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **Analysing Advertising Discourse in Côte d'Ivoire: The case of Advertising in Baoulé and Malinke**
Koffi Malthus KOUASSI & Kouadio Ignace N'DRI..... **1-15**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.1

2. **Trust in Crisis in John Osborne's Play: a case study in Look Back in Anger**
DRAMANE OUATTARA **16-32**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.2

3. **Inaugural Commonwealth Peace Prize: Spotlighting Faith-based Peacebuilders in Nigeria**
Mahamadi OUEDRAOGO & Djamal Dine DIASSO..... **33-45**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.3

4. **Analyzing english language learning needs of geography students at Alassane Ouattara University (AOU)**
Kidaté KAMBIRE & Kouamé Alexandre N'DRI..... **46-58**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.4

5. **Cultural Source of Pain in No Longer at Ease and The Joys of Motherhood**
Rodrigue Judicaël ELE..... **59-68**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.5

6. **Islamophobia and the Search for a British Muslim Identity in The Road from Damascus**
Mamadou OUATTARA..... **69-85**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.6

7. **Rethinking project-based assessment in the age of ai: the case of elt learners' projects authenticity**
Diallo KIERNON..... **86-102**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.7

8. **Genetic relationship between Yoruba and Ifɛ spoken in Togo: a comparative approach**
Tarek Mohamed SALAOU..... **103-118**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.8

9. **Rewriting the self: Virginia Woolf's unconventional meta-life narrative**
Adama BAMBA & Sitionbe Boniface KONE..... **119-132**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.9

10. **Issues and Perspectives in Sign Language Interpreting in Benin**
Rissikatou MOUSTAPHA BABALOLA &
Oba-Nsola Agnila Léonard Clément BABALOLA..... **133-149**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.10

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

11. Lexico-Semantic Analysis of Borrowings in Dogon Spoken in Sangha, Mali
Aldiouma KODIO…….... **150-164**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.11

Espagnol

12. El mal político en dos novelas de dictadura: el señor presidente y yo el supremo
Kouassi Abraham PALANGUE…….. **165-183**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.12

Etude germanique

13. Arbeitskraft aus den Drittstaaten in Deutschland seit 2015: wirtschaftlicher Nutzen versus Migrationsangst
Kouassi Félix N'GUESSAN……... **184-196**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.13

Lettres Modernes

14. La mutation des Halles en « fauve urbain » dans Le Ventre de Paris d'Émile Zola : Interprétation discursive et transposition
Joëlle Fabiola NSA NDO…… **197-212**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.14

15. La spirale du désordre : esthétique du chaos et critique sociale dans la vie en spirale d'Abasse Ndione
Yambaïdjé MADJINDAYE……..…….. **213-223**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.15

16. L'enseignement du théâtre en milieu universitaire : quelles nouvelles orientations didactiques pour l'université Peleforo Gon Coulibaly ?
Thely Innocent Bossé OPI & Bla Mireille N'GUESSAN…… **224-242**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.16

17. Pouvoir du discours et discours du pouvoir dans andromaque de racine
Mathilde GOGO…… **243-259**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.17

18. Le personnage âgé et l'urgence du développement dans Le Sorcier blanc et l'usine maudite de Ferdinand Ndinda Ndinda
Pierre Olivier EMOUCK…….... **260-275**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.18

19. Le polar diasporique comme dé-canonisation et miroir des identités postcoloniales fragmentées dans un monde en mutation
Dame Kane…….. **276-286**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.19

20. D'une éthique en sourdine dans les romans d'anticipation et les polars de René-Charles Rey
Baffétégué DIARRASSOUBA……..... **287-297**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.20

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

21. Jeu(x) et enjeu(x) dramatiques des catégories culturelles dans la couronne aux enchères d'Amon d'Aby et Sikasso ou la dernière citadelle de Djibril Tamsir Niane
Zibé Nestor YOKORE & Jean-Marie GNAHORE…….. **298-316**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.21

COMMNUNICATION, SCIENCES DU LANGAGE, ARTS ET PATRIMOINE

Sciences du langage et de la communication

22. Le participe passé employé avec les auxiliaires « être » et « avoir » dans un contexte scolaire bilingue
Oumar LINGANI……..... **317-330**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.22

23. Les archives, un outil de régularité, transparence et de continuité de procès judiciaires
Aboubacar 1 SYLLA & Abdoulaye Bountou BANGOURA……... **331-345**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.23

24. L'offre de formation en journalisme en République du Congo : inadéquation entre enseignements académiques et besoins des entreprises de presse
Antonin Idriss BOSSOTO …….. **346-361**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.24

25. Réintégration des ex-réfugiés ivoiriens du Libéria, de la crise post-électorale de 2010 à 2011
Oyéyémi AMOS…….. **362-387**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.25

26. Politique et sport en Côte d'Ivoire : de l'usage du sport comme moyen de communication électorale
Kobenan Parfait KOUADIO……..... **388-400**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.26

27. Enjeux communicationnels liés à la promotion des applications mobiles en santé maternelle dans la commune de Bouaké
Moussa COULIBALY……..... **401-414**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.27

28. Inertie comportementale et résistance des pathologies cardiovasculaires au dispositif communicationnel ivoirien
N'GUESSAN CLEMENT KOUASSI…… **415-433**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.28

29. Contribution de la communication pour l'acquisition des permis de conduire face au défi de l'incivisme routier à Bouaké
Aya Carelle Prisca KOUAME KONATE…… **434-448**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.29

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

30. Le triangle de la dramaturgie politique dans la construction des discours électoraux ivoiriens
N'dah Éric ANNET & Katcha Richmond KOUACOU …….. **449-461**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.30

31. Genre et plateformes numériques : quels usages des femmes en Côte d'Ivoire
Kadohofanan Fatoumata DAGNOGO OUATTARA…….. **462-478**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.31

32. Problématique de l'image de marque des partis politiques ivoiriens en contexte électoral chez les jeunes en Côte d'Ivoire
Khan KOUAME & Julien Anonkpo ADJUE…….. **479-496**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.32

33. Analyse morphosyntaxique des séries verbales en Nghlwa (Mbatto)
Diane Laure KESSIÉ - OUATTARA & Yao Maxime DIDO……..... **497-513**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.33

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

34. Contribution à l'histoire du commerce entre la gold Coast et l'Europe (XVe-XVIIIe siècles)
Kouamé Kossonou Frédéric SECRE……... **514-534**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.34

35. Management féminin en entreprise. Une approche du genre en Côte d'Ivoire (2011- 2020)
Adja Doubia Angèle KOUAKOU……... **535-554**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.35

36. La migration dans le cercle de Ouahigouya de 1920 à 1958
Windpouiré Isidore KONSEIBO & Rasmané Konseimbo…….. **555-570**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.36

37. Compte rendu du séminaire sur le thème : « Les politiques de jeunesse au Sénégal (XIXe-XXIe s.) »
Saliou Dit Baba Diallo, Amadou Dramé,
El Hadji Amadou Ba Ndiaye & Ambroise Djéré Mendy……. **571-584**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.37

38. La révolte des Sénoufo fodonon et Kufruo dans le second empire de Samory Touré, 1895 – 1896
OUATTARA Yacouba…… **585-600**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.38

39. Félix Houphouët-Boigny et la construction de l'unité nationale, de 1951 à 1980
BAKAYOKO Abou & COULIBALY Youssouf…… **601-614**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.39

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

40. Sahara occidental : prolongation du conflit et dérives sécuritaires (1991-2021)
Marcel Koko KAMBIRÉ…… **615-627**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.40

41. Domitien, l'empereur mal-aimé de l'intelligentsia romaine
Moussa Aleyri Salam SY…… **628-642**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.41

42. Les troubles internes en Égypte, du règne de Ptolémée III à la bataille d'Actium
BOUSSOU Koffi Arcel…….... **643-656**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.42

43. L'approche contestataire de la diplomatie ouest africaine : de sa conception à sa résurgence
Bamba ABDOULAYE & Abou DAPPAH…… **657-676**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.43

44. Le palais royal du moogo central : entre loyauté et duplicité des tãsobẽn-damba
Gérard TAPSOBA……... **677-691**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.44

45. Politique de santé post coloniale au Burkina Faso : un essai manqué de démocratisation de la santé (1960-2000)
ZABSONRE Moussa…….. **692-709**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.45

46. Réactions des Askia face å la menace marocaine au Songhay au XVIe siècle
Massandjé FADIKA KANO & KOFFI Kouamé Charles Landry…… **710-725**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.46

47. La traite du binôme café-cacao à Bocanda, 1930-1975
Yao Alain HAMIEN & N'Goran Alphonse BROU …… **726-743**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.47

48. L'ouverture commerciale du Burkina Faso : les défis liés au Développement des infrastructures de transport (1990-2015)
Windlassida Roberto SAVADOGO……... **744-762**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.48

49. La riziculture urbaine à Korhogo de 1974 à 2012 : entre recul et résilience
Ladji Mory TOURE…… **763-781**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.49

50. ONG humanitaires occidentales et leurs assistances au Tchad (région de l'Est), 1965-2023
PONRA KOYANBELE…… **782-799**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.50

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

51. Ferme-école de Bouaké : une stratégie de reconstitution et d'amélioration de l'élevage dans la colonie ivoirienne : (1910-1927)
Kan Raymond KOUAMÉ…….... **800-817**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.51

52. La L'impact des inondations sur la sécurité alimentaire au Burkina Faso (1960-2020)
LYDO Issaka……... **818-828**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.52

53. L'agriculture sénégalaise de 1960 à 1975 : une analyse de la performance du « Programme agricole » à partir des statistiques de la production
Abdou Karim TANDJIGORA……..... **829-844**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.53

Archéologie

54. La sidérurgie ancienne dans le Grand Ouest de la Côte d'Ivoire : Inventaire et analyse des sites
TIÉ BI Galla Guy-Roland, YAO Kouamé Junior & Koya Emmanuel ……... **845-863**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.54

Géographie

55. Espaces publics de la commune d'Adjamé (Abidjan, Côte d'Ivoire) à l'épreuve de la prolifération des gares informelles
AKA Assalé Félix…… **864-877**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.55

56. Transformation du paysage urbain et pressions environnementales sur le fleuve Casamance : une approche géospatiale à Kolda
Oumou BALDE & Mohamed Lamine NDAO …… **878-895**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.56

57. Analyse spatiale du potentiel en eau souterraine dans le bassin versant du N'zi (centre-est de la Côte d'Ivoire)
Kan Alexis KOFFI, Kouakou Charles KONAN,
Kouamé Fulgence KOUAME & Béh Ibrahim DIOMANDE…….. **896-915**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.57

58. Risques environnementaux et sanitaires des huiles alimentaires usagées dans l'arrondissement d'Abomey-Calavi
Comlan Irené Eustache Zokpénou QUENUM…… **916-934**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.58

59. Le numérique dans le département de Toulepleu : catalyseur ou mirage du développement local ?
GAHIÉ Gnantin Mathias, KONE Kapiéfolo Julien,
LOUKOU Alain François & KOFFI Brou Émile……... **935-950**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.59

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

60. Stratégies de prévention des conflits fonciers aux frontières benino-nigerianes : cas de Tchaourou au Benin
M'po Abraham KOUAGOU N'TCHA & Comlan Julien HADONOU…….. **951-967**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.60

61. Organisation spatiale des zones criminogènes et initiatives communautaires de sécurisation dans la ville de Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire)
Atsé Calvin YAPI …….... **968-986**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.61

62. Activité cotonnière et recomposition de l'espace dans la commune rurale de Diaramana
Arouna DEMBELE, Sory Ibrahima FOFANA & Sina COULIBALY…… **987-999**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.62

63. Tendance climatique et évolution du calendrier culturale dans le Sud du V-Baoulé (le centre de de la Cote d'Ivoire)
Kouamé Casimir DJE & Beh Ibrahim DIOMANDE……... **1000-1015**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.63

64. Dynamiques métropolitaines et gouvernance du service des déchets à Dakar
Ibrahima Diombaty, Abdou Kadry Mané, Momar Diongue,
Papa Sokho & Dramane Cissokho…….. **1016-1029**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.64

65. La vie Impact des recommandations du séminaire de Grand-Bassam (2017) sur la performance des services de remorquage du port d'Abidjan
Koulai Hervé YRO…….. **1030-1039**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.65

66. Les commerçants du marché de gros de Bouaké dans l'approvisionnement en produits vivriers
Tokou Innocent ASSOUMOU, Ini Odette SOM épse KOSSONOU,
Dhédé Paul Eric KOUAME & Arsène DJAKO……... **1040-1059**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.66

67. Dynamiques résidentielles et disparités du cadre de vie á Port-Bouët (Abidjan)
Ohomon Bernard EVIAR…… **1060-1079**
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.367

68. Utilisation d'internet et surcharge pondérale chez les adolescentes dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest
Bruno Yempabou Lankoandé……..... **1080-1093**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.68

Philosophie

69. Prospective et démocratie en Afrique : bilan et défis d'avenir
OUMAR MBOUP……... **1094-1107**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.69

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

70. Ebenezer Njoh-Mouelle et la reconstruction de l'identité africaine : une lecture philosophique de la subjectivation postcoloniale
Théodore HONBA…….. **1108-1122**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.70

71. Éducation à la citoyenneté et développement durable en Afrique
Dalhi Eliot Francis SEABA…… **1123-1133**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.71

72. Politisation de la recherche et problématique de l'objectivité scientifique chez Kuhn et Lakatos
Djibril ZIGUI……..... **1134-1145**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.72

73. L'archétype du grand homme : spécificités distinctives ou puissance d'incarnation ?
Baba Hamed OUATTARA…… **1146-1159**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.73

74. Les métamorphoses de la métaphysique : résilience d'un savoir contesté
Fernand Kouassi GNAHOUE……..... **1160-1175**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.74

75. Crises politiques et populisme en Afrique de l'ouest : quel avenir pour la démocratie ?
TANOH Kouassi Thomas & AGBRA Kouassi Marcelin…… **1176-1191**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.75

76. Jacques Ellul et la critique des acceptions de la révolte chez Albert Camus : l'actualité de l'approche camusienne
Laragnon Silué…… **1192-1207**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.76

77. La figure de l'etranger à travers la distinction entre sens et référence chez frege : penser l'altérité comme puissance de résistance dans le langage logique
Kiyopoh Frédéric OUATTARA……..... **1208-1226**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.77

78. Qualité de vie liée à la santé et changement climatique en Afrique : la justice environnementale en question
Affoué Marie-Laure KOUASSI & Kouadio Victorien EKPO……. **1227-1238**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.78

79. De l'universalité à la contextualisation africaine du compromis
Baoudé NATOINGAR…… **1239-1262**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.79

80. La vie philosophique chez Socrate, un vecteur de développement humain
Bi Gooré Marcellin GALA …… **1263-1275**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.80

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Anthropologie et sociologie

81. La constitution : instrument de conquête et de conservation du pouvoir au Togo
Adoté Akué AKPABIE……..... **1275-1298**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.81

82. Précarité alimentaire et engagement associatif : un champ des dynamiques verticales et horizontales à Badan (Cameroun)
Catherine NGONO & Valentin TAOUGA MANA……..... **1299-1316**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.82

83. Personnes déplacées internes (PDI) de la ville de Ouagadougou : perspectives de retour et de réinstallation
SAWADOGO Honorine Pegdwendé…….…… **1317-1333**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.83

84. La double journée des femmes actives au Gabon : entre responsabilités professionnelles et domestiques
Steeve-Thierry BALONDJI…… **1334-1350**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.84

85. Groupements féminins et relations de genre dans un contexte de crise sanitaire à Lola
Karamo CONDE…….…… **1351-1366**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.85

86. Stratégies et pratiques communautaires de prévention du paludisme chez les enfants de 0-5 ans
Laurent Gnimian KOUDOUGOU, Isso GANAMÉ,
Léa PARÉ/TOÉ & Patrice TOÉ……..... **1367-1383**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.86

87. Ressources sociales et intégration professionnelle des jeunes diplômés à Abidjan (Côte d'Ivoire)
Dhaibout Romuald N'DRIN……..... **1384-1398**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.87

88. Education au développement durable en Côte d'Ivoire : propositions et implémentations de pratiques innovantes
Hamidou TRAORE ……..... **1399-1414**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.88

89. Artificial intelligence and houphouëtist propaganda in ivorian daily general news
N'GUESSAN Djemis Jean Elvis Ghislain……... **1415-1429**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.89

90. Insalubrité bioécologique et facteurs anthropiques à Abidjan : Une analyse paléoanthropologique du quartier Ouassakara (Yopougon)
Adijatu Abeni ALAYO, Koffi Alexandre YAO & Yao Célestin AMANI…... **1430-1446**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.90

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

91. Déterminants de la performance des productrices d'oignon de la coopérative des femmes de Komborodougou (Côte d'Ivoire)
Ségbé Guy Romaric BALLE…….. **1447-1462**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.91

92. Genre et réussite universitaire : dynamiques de performance académique à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)
Bambado BALDE…….. **1463-1479**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.92

Psychologie

93. Déterminants psychosociaux de l'attitude des filles envers les filières scientifiques au Lycée Antoine Gauze Daloa
Yemou Jeanne N'TAIN…….. **1480-1496**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.93

94. Influence des attributs individuels sur les comportements de santé chez des femmes de Yopougon (Abidjan-ci)
Gnenekan Kassoum YEO…… **1497-1514**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.94

Science de l'éducation

95. Feminisation de l'encadrement de la petite enfance : quels enjeux pour le développement de l'éducation préscolaire au Burkina Faso ?
Joseph BEOGO……..... **1515-1534**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.95

96. Enjeux de l'intégration des TICE par la classe inversée et amélioration des performances scolaires : étude de cas sur la perception des enseignants
Ibou DIENG & Babacar BITEYE…….. **1535-1547**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.96

97. Disparités en éducation : quelles stratégies pour la remédiation
Charlotte ESSEBE-EKWELGEN…….. **1548-1559**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.97

Criminologie

98. Jeunes filles convoyeuses dans le transport interurbain du groupe Camille Sarl à Bonoua
Dago Pierre FEGBO & Aka Célestin ABOUDOU……..... **1560-1578**
doi : https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.98

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

REVUE AKIRI
Revue des Sciences Humaines et Sociales, Lettres, Langues et Civilisations

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

L'approche contestataire de la diplomatie ouest africaine : de sa conception à sa résurgence

Bamba ABDOULAYE
Département d'Histoire,
Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody,
Abidjan - Côte d'Ivoire
Email : bambaabdoulaye@yahoo.fr
&
Abou DAPPAH
Département d'Histoire
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire
Email : dappahabou@gmail.com

Date de soumission : 15-09-2025
Date de publication : 31-10-2025
doi: https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v3i4.43

Résumé

La diplomatie ouest-africaine s'est historiquement construite dans une tension entre l'adaptation à l'ordre international hérité de la colonisation et la volonté de rupture. Dès les indépendances, des figures comme Kwame Nkrumah, Sékou Touré ou Modibo Kéita ont impulsé une diplomatie contestataire fondée sur le panafricanisme, la dénonciation du néocolonialisme et la quête d'une souveraineté authentique. Cependant, les contraintes économiques et politiques ont rapidement conduit à un infléchissement de cette orientation au profit d'approches davantage nationalistes et pragmatiques. Cet article se propose d'analyser la trajectoire de cette diplomatie contestataire, depuis son émergence dans le contexte postcolonial jusqu'à sa résurgence actuelle, en mettant en évidence les continuités et les ruptures qui l'ont façonnée. La méthodologie adoptée est qualitative et historique, fondée sur l'analyse documentaire mobilisant des ouvrages scientifiques et d'articles académiques relatifs aux relations internationales africaines. Les résultats de l'étude montrent que la résurgence actuelle, incarnée par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, combine héritages idéologiques et dynamiques nouvelles liées à la crise sécuritaire, à l'échec des interventions internationales et à la recomposition multipolaire, réaffirmant la centralité de la souveraineté et de la contestation dans la diplomatie ouest-africaine contemporaine.

Mots-clés : Diplomatie contestataire, Afrique de l'Ouest, Postcolonialisme, Souveraineté, Panafricanisme

The contestatory approach of west african diplomacy: from its conception to its resurgence

Abstract

West African diplomacy has historically been shaped by the tension between adapting to the international order inherited from colonisation and the desire for change. From the moment of independence, figures such as Kwame Nkrumah, Sékou Touré and Modibo Kéita promoted a protest diplomacy based on pan-Africanism, the denunciation of neo-colonialism and the quest for authentic sovereignty. However, economic and political constraints quickly led to a shift away from this orientation in favour of more nationalist and pragmatic approaches.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

This article aims to analyse the trajectory of this protest diplomacy, from its emergence in the postcolonial context to its current resurgence, highlighting the continuities and ruptures that have shaped it. The methodology adopted is qualitative and historical, based on documentary analysis drawing on scientific works and academic articles relating to African international relations. The results of the study show that the current resurgence, embodied by Mali, Burkina Faso and Niger, combines ideological legacies and new dynamics linked to the security crisis, the failure of international interventions and multipolar recomposition, reaffirming the centrality of sovereignty and protest in contemporary West African diplomacy.

Keywords: Contestation diplomacy, West Africa, Postcolonialism, Sovereignty, Pan-Africanism

Introduction

La diplomatie africaine, en particulier celle de l'Afrique de l'Ouest, s'est développée dans un rapport ambivalent avec l'ordre international hérité de la colonisation. Dès les années 1960, certains dirigeants, portés par une idéologie de libération et de rupture, ont adopté une orientation contestataire, (P. G. Dagbo, 2014 : 93), visant à s'opposer aux logiques de domination économique et politique imposées par les anciennes puissances coloniales et leurs alliés. Cette diplomatie contestataire a marqué les premières décennies postindépendance, notamment à travers les discours et pratiques diplomatiques de figures emblématiques comme Kwame Nkrumah, Sékou Touré et Modibo Kéita. Leur démarche visait à se démarquer de l'ex-puissance coloniale, mais également à se distinguer des dirigeants africains ayant opté pour une coopération plus conciliante avec le monde extérieur.

Toutefois, cette dynamique contestataire n'a pas suivi une trajectoire linéaire. Après l'euphorie des indépendances, la plupart des États ouest-africains ont progressivement adopté une diplomatie plus prudente, souvent nationaliste et pragmatique, davantage centrée sur la consolidation interne que sur la remise en cause de l'ordre mondial. Les crises économiques, l'endettement croissant et la révision idéologique des élites ont contribué à marginaliser les ambitions révolutionnaires, ouvrant la voie à une diplomatique davantage alignée sur les attentes des bailleurs internationaux.

Depuis le début des années 2000, on observe cependant une résurgence de l'approche contestataire, sous des formes renouvelées mais puisant aussi dans des héritages du passé. Face aux ingérences extérieures, aux défis sécuritaires et aux crises politiques internes, certains régimes ouest-africains revendiquent à nouveau une posture de rupture, tant à l'égard des anciennes métropoles qu'à l'égard des institutions internationales et régionales. Cette réapparition interroge la permanence de la diplomatie contestataire dans la région, oscillant entre héritage idéologique et réalités contemporaines.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Quelques chercheurs se sont penchés sur cette dimension contestataire des relations internationales africaines. D. Thiam (1963) a mis en lumière les fondements politiques et idéologiques qui ont sous-tendus les choix diplomatiques des États africains après l'indépendance. P. Decraene (1980) a mis en lumière les tensions précoces entre certains États africains et la France au sujet de la Fédération du Mali. P.G. Dagbo (2014) a montré que cette diplomatie s'inscrivait dans une logique de libération visant à rompre avec les schémas de dépendance. D'autres travaux, plus récents, s'intéressent à la résurgence d'un discours contestataire face aux nouvelles formes d'ingérence internationale et aux crises sécuritaires (S. Balima, 2024 ; P. Bouda, 2024 ; A. Sogodogo, 2025). L'ensemble de ces recherches met en évidence la tension permanente entre contestation idéologique et contraintes pragmatiques dans la diplomatie ouest-africaine.

Par ailleurs, P. G. Dagbo (2014, p. 93) définit la diplomatie contestataire comme un refus du clientélisme et de la sujétion, reposant à la fois sur une volonté de rejet et sur la dénonciation des inégalités de l'ordre international ainsi que des politiques hégémoniques, qu'elles soient le fait des grandes puissances en général ou des anciennes puissances coloniales en particulier. Alors, comment comprendre la trajectoire de l'approche contestataire de la diplomatie ouest-africaine, de son émergence dans le contexte postcolonial à sa résurgence actuelle ?

La présente contribution se propose d'analyser l'évolution de l'approche contestataire de la diplomatie en Afrique de l'Ouest de l'indépendance à nos jours. L'hypothèse est que la diplomatie contestataire ouest-africaine née au lendemain des indépendances, bien qu'ayant connu un déclin, demeure un registre récurrent mobilisé par certains États, tant pour affirmer leur souveraineté que pour négocier leur place dans l'ordre international. L'étude mobilise principalement deux approches théoriques à savoir le post-colonialisme et le réalisme. Le post-colonialisme met en évidence les rapports de domination hérités de la colonisation et leur reproduction dans les relations internationales. Quant au réalisme, il éclaire les choix pragmatiques opérés par les États ouest-africains en fonction de leurs intérêts de sécurité et de survie dans un système international compétitif. L'articulation de ces deux approches permet de comprendre à la fois la dimension idéologique et la dimension pragmatique de la diplomatie contestataire.

Elle adopte une approche qualitative et historique. Elle s'appuie sur une analyse documentaire portant sur les ouvrages et articles scientifiques traitant de la diplomatie africaine, du panafricanisme et du post-colonialisme, les discours et déclarations officielles des dirigeants ouest-africains. La méthode a consisté en une analyse thématique permettant de dégager les

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

grandes phases de l'évolution de la diplomatie contestataire : l'émergence, le déclin et la résurgence. De cette démarche méthodologique, trois axes se dégagent. Le premier évoque l'approche contestataire des pères fondateurs au lendemain des indépendances (1). Le deuxième analyse la période creuse de cette approche (2) et le troisième aborde la résurgence de cette diplomatie depuis le début des années 2000 (3).

1. La genèse de l'approche contestataire en afrique de l'ouest

L'approche contestataire de la diplomatie ouest-africaine prend ses racines ans le contexte des indépendances et dans l'idéologie des premiers dirigeants du continent.

1.1. Les fondements idéologiques, politiques et historiques de son émergence

L'approche contestataire de la diplomatie ouest-africaine s'inscrit dans le prolongement des luttes anticoloniales et des débats idéologiques qui ont marqué la période des indépendances. Bien avant les indépendances, plusieurs leaders africains ont remis en cause la légitimité de l'ordre colonial et contesté les formes d'indépendance sous tutelle proposées par les anciennes métropoles. Leur objectif ne se limitait pas à l'obtention d'une souveraineté formelle : il s'agissait de construire une indépendance réelle, affranchie des logiques de domination héritées du système impérial.

La Guinée de Sékou Touré illustre de manière emblématique cette volonté de rupture. Dès le congrès du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) de septembre 1957, il défendait l'idée d'une fédération africaine dotée d'un exécutif élu et autonome, capable de négocier directement avec la France, en opposition à la position d'Houphouët-Boigny et de Paris (G. Migani, 2012 : 260). Le retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 a accentué cette divergence. Le dirigeant français avait Sékou Touré du Comité consultatif constitutionnel au profit de personnalités jugées plus proches de Paris, un acte jugé humiliant pour le Guinéen selon G. Migani (2012 : 261). Son refus catégorique d'intégrer la Communauté franco-africaine en septembre 1958, préférant « la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage » (P. G. Dagbo, 2014 : 93), et la réaction du dirigeant français, annonçant que la France tirerait « toutes les conséquences » de ce refus, a inauguré une ère de tension durable entre Paris et Conakry et a placé la Guinée en pionnière d'une diplomatie de rupture (P. G. Dagbo, 2014 : 93).

Le Mali, sous la présidence de Modibo Kéita, a suivi une trajectoire comparable à celle de Sékou Touré. À l'instar du dirigeant guinéen, Kéita s'opposa à une fédération placée sous l'influence de la France ainsi qu'à une indépendance étroitement contrôlée par l'ancienne puissance coloniale. Cette position s'est rapidement durcie à la faveur d'événements qui ont nourri une hostilité croissante entre Bamako et Paris. En effet, la France refusa d'admettre la

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Fédération au sein du Conseil exécutif de la Communauté franco-africaine et, selon les Soudanais, prit clairement parti pour le Sénégal lors de la dislocation brutale de l'union en 1960 (P. Decraene, 1980 : 438). Ce parti pris fut notamment attribué au rejet français de la requête formulée par Modibo Kéita, qui souhaitait que les troupes françaises stationnées à Dakar soient mises à la disposition du Soudan afin d'y maintenir l'ordre public (P. Decraene, 1980 : 440).

Au Ghana, Kwame Nkrumah s'est imposé comme l'autre grande figure de cette diplomatie contestataire en Afrique de l'ouest. Héritier du nationalisme radical de la Gold Coast, il fit de son pays, dès l'indépendance en 1957, un centre de contestation de l'ordre colonial et néocolonial. Son itinéraire personnel, marqué par l'emprisonnement, la mobilisation populaire et l'affrontement direct avec l'administration coloniale, illustre la profondeur de son antagonisme vis-à-vis du système impérial. À la tête du *Convention People's Party* (CPP), il organisa des campagnes de masse, notamment le boycott de 1949, qui entraina son arrestation puis sa libération en 1951 à la suite de la victoire électorale de son parti et de la sienne au poste de député. Bien avant l'indépendance, il manifestait une volonté de transgresser les cadres imposés par la puissance coloniale comme en témoigne la participation à la Conférence de Bandung en 1955 aux côtés d'autres leaders du tiers-monde engagés dans la lutte pour l'autodétermination et le non-alignement.

Ces dynamiques furent renforcées par les divergences entre leaders africains eux-mêmes. La rivalité entre Sékou Touré et Félix Houphouët-Boigny illustre à cet égard deux visions opposées de la relation avec l'ancienne puissance coloniale : l'une, incarnée par Sékou Touré, reposait sur la rupture totale avec la France, tandis que l'autre, défendue par Houphouët-Boigny, privilégiait une coopération jugée pragmatique. L'accueil en Guinée d'opposants ivoiriens persécutés par le régime d'Houphouët témoigne de la dimension régionale de ce clivage. L'opposition d'Houphouët à Nkrumah est tout aussi révélatrice. Dès 1947, il a rejeté la proposition de ce dernier de créer un parti commun (A. Blanchet, 1957), et, en 1957, il a ironisé publiquement sur la capacité du Ghana à se développer selon son propre modèle, attitude perçue comme un rejet de l'idéologie panafricaniste de Nkrumah (J. Baulin, 1980 : 19).

Sur le plan doctrinal, la diplomatie contestataire s'est principalement structurée autour du panafricanisme. Conçu comme une idéologie à la fois culturelle, politique et révolutionnaire, celui-ci reposait sur trois postulats fondamentaux : l'émancipation des peuples devait être collective ; la souveraineté nationale devait être protégée contre toute forme d'ingérence extérieure ; et l'unité continentale constituait la meilleure garantie d'indépendance (D. Thiam, 1963, pp. 24-25). Portée par des figures telles que Nkrumah, Touré et Kéita, cette vision

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

s'inscrivait à la fois dans le mouvement des non-alignés et dans le rejet de l'impérialisme, plaçant l'Afrique de l'Ouest dans un horizon mondial de contestation de l'ordre international. Elle exprimait en outre une volonté affirmée d'une unité africaine, comme le soulignait Sékou Touré en ces termes : « Nous considérons l'Afrique comme un corps humain ; si on lui coupe un doigt, ce ne sera pas seulement le doigt coupé qui sentira la douleur, mais plutôt tout le corps entier » (D. Thiam, 1963 : 24).

Ainsi, l'émergence de la diplomatie contestataire en Afrique de l'Ouest procède d'une double dynamique. D'une part, elle découle d'une expérience historique de tensions avec les puissances coloniales, marquée par des ruptures brutales et des marginalisations imposées. D'autre part, elle s'enracine dans un socle idéologique panafricaniste et révolutionnaire qui constitua le moteur d'une diplomatie de rupture.

1.2. Une diplomatie révolutionnaire et de rupture portée par les pères fondateurs

La diplomatie contestataire en Afrique de l'Ouest s'est d'abord exprimée dans un rapport conflictuel avec les anciennes puissances coloniales, déterminées à préserver leur influence politique, économique et culturelle dans les territoires nouvellement indépendants. L'exemple de la Guinée illustre de manière pragmatique cette orientation.

En effet, à l'occasion du référendum du 28 septembre 1958, le triomphe du « Non » au projet de Communauté française marque une contestation radicale de la politique de décolonisation graduelle proposée par Paris. L'indépendance proclamée le 2 octobre 1958 inaugure dès lors une trajectoire diplomatique résolument autonome et de rupture. La réaction immédiate de la France, annoncée le 29 septembre 1958 par le gouverneur français en Guinée[1], ne fit que renforcer la volonté de Sékou Touré d'inscrire son pays dans un registre international alternatif. Conakry s'ouvrit rapidement à des partenaires hostiles à l'ordre colonial occidental, parmi lesquels l'Union soviétique, l'Égypte, Cuba ou encore plusieurs autres pays communistes et arabes (G. Migani, 2012 : 264).

La reconnaissance diplomatique internationale fut consolidée par l'admission de la Guinée à l'ONU, obtenue le 11 décembre 1958 à une quasi-unanimité, la France étant la seule à s'abstenir (G. Migani, 2012 : 260, 267). Selon l'auteur, Conakry a su exploiter ce capital politique pour renforcer sa stature dans les forums afro-asiatiques et non-alignés, et nouer des alliances dans

[1] Celui-ci avait fait savoir à Sékou Touré que Paris mettrait fin à toute assistance financière, technique et militaire, et rappellerait l'ensemble de son personnel civil et militaire

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

le camp opposé à l'Occident[2]. En plus de cette approche, la Guinée s'est prononcée sur des sujets impliquant la France. En août 1959, Conakry a été le premier État africain à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et à l'ONU, elle a porté à la guerre d'Algérie et la question des essais nucléaires français dans le Sahara, accusant directement la France et appelant à une condamnation internationale (G. Migani, 2012 : 267).

À l'instar de la Guinée de Sékou Touré, le Mali de Modibo Kéita s'est imposé rapidement affirmer comme un acteur majeur de la diplomatie contestataire en Afrique de l'Ouest. Dès son accession à l'indépendance, en septembre 1960, Bamako afficha une volonté de rompre avec la tutelle coloniale et d'affirmer son autonomie. La question militaire fut le premier aspect concerné par cette crispation. En septembre 1960, un accord entre les deux partis avait réorganisé la présence militaire en regroupant les troupes de la base de Kati, près de Bamako (Clio, 2016 : 24). Toutefois, dès janvier 1961, Modibo Kéita a exigé et obtenu le départ total des troupes françaises, et leur retrait s'est achevé en septembre 1961 (Clio, 2016 : 24). Cette évacuation, obtenue fermement mais sans rupture brutale, symbolisait la quête d'une indépendance réelle.

Sur le plan diplomatique, Bamako a adopté très tôt des positions radicales. En février 1961, le Mali a reconnu officiellement le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) ainsi que le gouvernement congolais de Stanleyville dirigé par Antoine Gizenga, considéré comme la seule autorité légitime du Congo (Clio, 2016 : 24). Cette reconnaissance, suivie par l'accréditation d'un représentant malien, confirmait l'alignement de Bamako sur les forces anticoloniales les plus intransigeantes. Dans la même logique, Modibo Kéita a condamné vigoureusement les essais nucléaires français au Sahara dès août 1960, provoquant l'ire du général de Gaulle et de Michel Debré (P. Decraene, 1980 : 438). À l'Assemblée générale de l'ONU, le ministre des Affaires étrangères, Amadaou Aw, s'illustra par une critique virulente de la politique française en Algérie. C'est au cours de cette Assemblée générale que le Mali est admis à l'unanimité comme 98e membre de l'Organisation (P. Decraene, 1980 : 441).

En Afrique anglophone, Kwame Nkrumah porta lui aussi le flambeau de cette diplomatie de rupture, une posture fondée sur sa conception de l'indépendance. Pour lui, l'indépendance nationale n'était qu'une étape (P. G. Dagbo, 2014 : 94). Cette conception traduisait une vision panafricaniste et anti-impérialiste, incompatible avec une proximité avec l'ancienne puissance coloniale. Dès lors, ses rapports avec cette dernière en sont impactés. En effet, les relations du

[2] Ces alliances ont permis à la Guinée de signer des accords stratégiques avec l'URSS, l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie et de bénéficier d'un prêt soviétique de 140 millions de roubles.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Ghana avec la Grande-Bretagne sont ainsi marquées par une transition de la coopération à la rupture. Dans un premier temps, Londres est restée un partenaire central, notamment par le Commonwealth et le projet du barrage d'Akosombo (S. E. Quarm, 1995 : 33). Des gestes symboliques, comme la visite de Nkrumah à Balmoral en 1958, témoignaient d'une volonté initiale de collaboration (S. W. Thompson, 1969 : 95). Mais, la rupture a été rapide. Les lois adoptées à Accra, comme le *Preventive Detention Act* en 1958, *Deportation Act* de juillet 1957 et de l'*Avoidance of discrimination* de décembre 1957 qui ciblent les opposants ont inquiété Londres, tandis que le choix du socialisme a accentué la méfiance. Accra a en effet dénoncé la domination économique britannique, incarnée par l'*United Africa Company* qui selon lui qui « préempte le développement de l'industrie des biens de consommation des autochtones » (C. Laronce, 2000 : 227). Les tensions se sont exacerbées autour des crises africaines. Accra a accusé Londres d'avoir participé au complot contre Patrice Lumumba et de soutenir tacitement la Rhodésie du Sud ségrégationniste. Ce dernier fait a d'ailleurs constitué le facteur de la rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne en décembre 1965 (M. Dei-Anang, 1975 : 52). Ainsi, la diplomatie ghanéenne à l'endroit de l'ex-puissance coloniale a évolué d'une ouverture initiale à une contestation radicale, marquée par l'alignement progressif sur le bloc socialiste.

Le point commun entre Conakry, Bamako et Accra réside dans la volonté de coopération sur un pied d'égalité, fondée sur le refus de toute ingérence et toute domination. Comme le souligne P. G. Dagbo (2014 : 95), pour ces leaders, l'indépendance réelle passait par la maîtrise des choix économiques, politiques et diplomatiques, mais aussi par une solidarité africaine face aux pressions extérieures. Ainsi, la diplomatie contestataire portée par Sékou Touré, Modibo Kéita et Kwame Nkrumah a constitué une rupture assumée avec l'ordre colonial et néocolonial. Toutefois, cette diplomatie contestataire a progressivement perdu de son intensité, à cause de l'évolution interne des États et les contraintes du système international.

2. Le reflux de l'approche contestataire après l'ère des indépendances

L'essoufflement relatif de cette posture contestataire s'explique par les difficultés internes aux pays comme c'est le cas au Mali et en Guinée et par le changement de régime au Ghana.

2.1. Des raisons fondamentalement internes

L'un des premiers facteurs expliquant l'affaiblissement de la diplomatie contestataire en Afrique de l'Ouest réside dans la difficulté des États pionniers, tels que la Guinée de Sékou Touré et le Mali de Modibo Kéita, à maintenir sur la durée une ligne radicale de rupture. Dès le début des années 1960, la cohérence de cette posture est mise à mal par les contradictions

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

inhérentes aux choix stratégiques et aux contraintes économiques et diplomatiques auxquelles Conakry et Bamako devaient faire face.

Pour ce qui concerne la Guinée, Sékou Touré, tout en affirmant son opposition au néocolonialisme, ne s'est privé pas de chercher des alliances et des appuis pragmatiques dans le monde occidental. En 1959, il a sollicité l'appui des États-Unis et du Royaume-Uni, appelant à des investissements et à des aides techniques en Guinée (G. Migani, 2012 : 266). Entre 1962 et 1964, la Guinée est devenue ainsi le deuxième bénéficiaire de l'aide bilatérale américaine en Afrique subsaharienne, derrière le Liberia (G. Migani, 2012 : 270–271). Après la fin de la guerre d'Algérie, la Guinée a amorcé également un rapprochement pragmatique avec la France. En 1963, Sékou Touré a initié des négociations qui ont abouti à la signature d'accords financiers et commerciaux permettant de régler le contentieux franco-guinéen (G. Migani, 2012 : 271). Ces gestes ont traduit la reconnaissance des limites d'une diplomatie exclusivement contestataire, confrontée aux impératifs de développement économique et de stabilité interne.

Parallèlement, les relations avec le bloc socialiste, sur lequel la Guinée avait initialement compté pour contrebalancer l'influence occidentale, se sont progressivement dégradées. L'expulsion de l'ambassadeur soviétique en 1961 et le refus d'accorder des facilités militaires à Moscou lors de la crise de Cuba ont marqué un tournant dans la politique étrangère guinéenne (G. Migani, 2012 : 270–271). Aussi, en 1977, la Guinée en pleine crise avec l'URSS, s'est rapprochée davantage des USA. De ce fait, Sékou Touré a décidé de retirer aux avions d'observation soviétiques (TU-95) l'autorisation d'utiliser le terrain d'aviation près de Conakry. Pour la première fois depuis 15 ans, un navire de guerre américain équipé de missiles, ''le capodamno'', jeta l'ancre en rade de Conakry (A. Bamba, 2008 : 327-328).

Si le Mali de Modibo Kéita s'était affirmé dès les premières années de l'indépendance comme un acteur majeur de la diplomatie contestataire, l'évolution des relations avec la France à partir de 1961 témoigne d'un essoufflement progressif de cette posture. Confronté aux réalités économiques et financières d'un État jeune, le Mali s'est engagé dans une série de négociations qui ont traduit un recentrage pragmatique, marquant une réorientation vers une coopération avec l'ancienne puissance coloniale tout en conservant certains éléments d'autonomie politique et symbolique. En juin 1961, les premières discussions bilatérales ont débuté à Bamako avant de se poursuivre à Paris en janvier 1962. Initialement centrées sur la normalisation des relations diplomatiques et la mise en place d'un cadre de coopération, elles ont abouti le 2 février à la signature d'accords confirmant des partenariats économiques, financiers et culturels entre les deux pays (Clio, 2016 : 24). Il y a eu ensuite la signature d'un accord financier provisoire et

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

d'un accord commercial en juillet 1962 suivie de l'approbation par l'Assemblée nationale française des quatre accords conclus l'année précédente. Cela a permis d'instaurer une coopération économique structurée et de préparer la réintégration progressive du Mali dans la zone franc (P. Decraene, 1980 : 442). L'année 1965 est marquée par de nouvelles négociations financières qui ont souligné la dépendance croissante du Mali vis-à-vis de la France pour assurer la stabilité de ses finances publiques (Clio, 2016 : 24). L'année 1967 a marqué le tournant majeur avec l'ouverture à Paris en janvier d'un nouveau cycle de négociations financières. Les accords conclus le 15 février et complétés le 19 décembre ont inclus la dévaluation de 50 % du franc malien, la création d'une Banque centrale nationale et l'engagement de Bamako à limiter ses dépenses publiques. En contrepartie, la France a consenti à consolider la dette malienne et à fournir une aide budgétaire significative (Clio, 2016 : 24). Cette série de compromis est la manifestation pragmatique des choix économiques et monétaires, au prix d'un recul apparent de la diplomatie contestataire.

Quant au Ghana, la trajectoire de la diplomatie contestataire n'est pas identique car d'essoufflement, il n'en était pas le cas. Il faut plutôt l'appréhender comme un isolement progressif de la part de ses alliés régionaux, marqué par des divergences rendues publiques. Avec Modibo Keïta, la divergence s'est cristallisée lors de la création de l'OUA. Bien qu'ami et compagnon idéologique, le président malien s'est rangé derrière les positions modérées favorables à une coopération intergouvernementale plutôt qu'à une intégration supranationale immédiate. Selon G. Tixier (1965 : 170), il a refusé explicitement d'appuyer le projet des « États-Unis d'Afrique » de Nkrumah et a contribué à marginaliser le Ghana en l'écartant du Comité de libération, dont il contrôlait la composition.

Avec Sékou Touré, la rupture a été encore plus nette. À l'ONU, en octobre 1962, il a rejeté publiquement la vision unitaire ghanéenne, dénonçant les dérives centralisatrices d'un « super-État africain unique » (S. W. Thompson, 1969 : 307). La fracture s'est confirmée au sommet d'Addis-Abeba en 1963, où Touré et Keïta ont soutenu le compromis d'Hailé Sélassié, privilégiant une organisation panafricaine faiblement intégrée. En 1964, ils ont réaffirmé leur refus d'un gouvernement continental proposé par Nkrumah (S. W. Thompson, 1969 : 372). Enfin, l'assassinat de Sylvanus Olympio lors du coup d'État militaire au Togo en janvier 1963 a accentué les tensions. La reconnaissance immédiate par Accra du nouveau régime issu du coup d'État a été dénoncée par Touré comme un dangereux précédent en matière de subversion politique. G. Tixier (1965 : 161) souligne la fermeté avec laquelle le leader guinéen condamna l'attitude ghanéenne, estimant qu'elle risquait d'encourager l'instabilité sur le continent

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

À mesure que les contraintes économiques et politiques s'accumulaient, les États ouest-africains ont été contraints d'ajuster leurs orientations, privilégiant des partenariats réalistes au détriment des postures révolutionnaires. Ils se sont inscrits dans la logique du refus de ce que D. Thiam (1963 : 115) a appelé « l'indépendance-rupture », synonyme de cessation de tous rapports avec l'ancienne métropole, distinguant ainsi l'indépendance à l'abandon, à l'image de tous les Chefs d'État d'alors juste après les indépendances selon l'auteur.

2.2. Une diplomatie davantage nationaliste des pays ouest-africains

Le reflux de l'approche contestataire en Afrique de l'Ouest s'explique par la recomposition idéologique et stratégique opérée par les dirigeants ayant succédé aux « pères fondateurs » du panafricanisme révolutionnaire. Alors que Nkrumah au Ghana, Sékou Touré en Guinée ou Modibo Keïta au Mali incarnaient une diplomatie offensive, universaliste et tournée vers la dénonciation du néocolonialisme, leurs successeurs privilégièrent progressivement la préservation des intérêts nationaux. Cette réorientation se traduisit par l'abandon relatif des postures contestataires au profit d'une diplomatie nationaliste, centrée sur la stabilité interne, la consolidation du pouvoir et une coopération sélective avec les partenaires extérieurs.

À cela s'ajoutent des facteurs politiques internes. L'isolement diplomatique et économique qu'impliquait une contestation systématique de l'ordre international pesait sur les jeunes États africains, fragiles et dépendants de l'aide extérieure pour consolider leur souveraineté. Les régimes, confrontés à des défis de stabilité politique et à des besoins de légitimation interne, n'avaient pas toujours les ressources nécessaires pour soutenir une diplomatie de confrontation permanente. C'est principalement le cas du Ghana avec les successeurs immédiats de Nkrumah.

Sa chute en février 1966 a marqué un tournant décisif. Les régimes militaires et civils qui se sont succédés, à commencer par le *National Liberation Council* (NLC), ont rompu avec l'héritage nkrumahiste pour adopter une politique étrangère guidée par le pragmatisme et les impératifs économiques. Les grands discours panafricanistes sont relégués à l'arrière-plan, remplacés par une diplomatie de réalignement sélectif visant à restaurer la crédibilité internationale du Ghana, notamment auprès des bailleurs occidentaux et à un rapprochement avec l'Occident (K. Boafo-Arthur, 2000 : 180). L'objectif n'était plus de contester l'ordre international, mais de s'y insérer stratégiquement afin d'obtenir des soutiens financiers et techniques.

Ce repositionnement s'explique par un contexte international défavorable. La politique de non-alignement de Nkrumah était perçue comme biaisée en faveur du bloc socialiste, suscitant l'hostilité occidentale. Les militaires l'ont accusé d'avoir « vendu le Ghana aux Russes » (S. D.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Dan-Right, 2001 : 188). À l'échelle africaine, l'isolement croissant du Ghana a accentué la nécessité d'une réorientation : pays longtemps porte-flambeau de l'unité, il s'est retrouvé marginalisé, ses positions radicales suscitant plus de méfiance que de cohésion.

Sur le plan économique, la rupture a été tout aussi manifeste. Le NLC a immédiatement adopté les principes du libéralisme, rompant avec l'étatisme nkrumahiste. Le commissaire aux Finances a affirmé la volonté de libérer le commerce extérieur de la tutelle de l'État (S. D. Dan-Right, 2001 : 301). Un Comité national économique est créé pour promouvoir un climat propice aux investissements étrangers, toute démarche qui a favorisé la libéralisation la libéralisation des importations de certains produits de consommation, des pièces de rechange et de matières premières pour l'industrie (K. Donkor, 1997 : 64), ce qui s'inscrivait dans une logique de rapprochement avec l'Occident. En pleine guerre froide, ce réalignement a entraîné la réduction du personnel de l'ambassade soviétique à Accra, la fermeture de la mission ghanéenne en Chine en octobre 1968, ainsi que la suspension progressive des représentations en Corée du Nord, au Vietnam du Nord, en Allemagne de l'Est et à Cuba.

Parallèlement, une politique de réconciliation régionale est initiée. Rompant avec les antagonismes de Nkrumah, le NLC s'est rapproché de ses voisins. Avec le Togo, la normalisation a conduit à la réouverture des frontières, à des mesures conjointes sur la question des exilés, à la suppression des visas et à la visite officielle du général Ankrah à Lomé en mai 1969. Elle a débouché sur des accords économiques tels que la fourniture d'électricité togolaise en août 1968, l'ouverture d'une ligne aérienne et la création d'un cadre tripartite avec le Dahomey pour promouvoir le commerce régional (C. Toulabor, 2000 : 286). Avec la Côte d'Ivoire, l'expulsion des sécessionnistes du Sanwi a facilité une normalisation rapide. Les deux pays ont en effet mis en place une commission économique commune et une commission de démarcation frontalière. La Haute-Volta a suivi la même logique, renforçant les échanges commerciaux au point de devenir le principal partenaire régional du Ghana en 1969, selon des experts de la CEE.

Ainsi, la diplomatie ghanéenne post-1966 s'est caractérisée par une rupture nette avec le socialisme et le panafricanisme radical, un alignement économique libéral, un rapprochement avec les puissances occidentales et une politique de bon voisinage. Ce tournant pragmatique, opportuniste mais efficace, a marqué une césure profonde avec l'idéalisme nkrumahiste et révéla les limites de la diplomatie contestataire.

Le passage d'une diplomatie contestataire à une diplomatie nationaliste illustre un déplacement des priorités avec la lutte pour l'émancipation collective qui a cédé la place à la quête de stabilité

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

interne et de développement national. Les régimes succédant aux « pères fondateurs » ont cherché moins à projeter une vision globale qu'à sécuriser leur pouvoir et obtenir les ressources extérieures indispensables à la survie de leurs États. L'idéalisme panafricaniste s'est heurté ainsi aux contraintes du réalisme politique, donnant lieu à une diplomatie ouest-africaine fragmentée, dominée par des stratégies nationales rarement contestataires. Toutefois, l'approche contestataire n'a pas totalement disparu et connaît aujourd'hui une certaine résurgence, portée par de nouveaux contextes régionaux et internationaux.

3. La résurgence contemporaine de l'approche contestataire en Afrique de l'Ouest

La résurgence de l'approche contestataire en Afrique de l'Ouest mêle héritages historiques et dynamiques récentes, liées aux enjeux géopolitiques et sécuritaires contemporains.

3.1. Les continuités et ruptures : fondements anciens et dynamiques nouvelles

Si la contestation diplomatique en Afrique de l'Ouest a connu un reflux dans les décennies suivantes, elle connaît aujourd'hui une résurgence marquée, notamment à travers les positions diplomatiques des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) que sont le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette renaissance contestataire s'ancre à la fois dans l'héritage idéologique des luttes anticoloniales et dans des dynamiques nouvelles liées au contexte sécuritaire, politique et géopolitique contemporain.

Les régimes actuels du Sahel réactivent des thématiques présentes dès les années 1960 à savoir la souveraineté inaliénable, la dénonciation des logiques néocoloniales, la volonté de se réapproprier le destin africain. Les critiques adressées aujourd'hui aux accords militaires jugés inégaux, ou aux relations déséquilibrées avec l'Occident, rappellent directement les positions défendues par Kwame Nkrumah, Sékou Touré ou encore Modibo Kéita. Dans ce sens, la contestation actuelle s'inscrit dans une continuité idéologique, celle de réemployer un vocabulaire forgé à l'époque des indépendances pour légitimer une posture de résistance.

Cependant, la résurgence de cette approche contestataire s'explique également par des facteurs nouveaux. La crise sécuritaire dans la zone du Sahel, l'échec des interventions extérieures et la recomposition géopolitique mondiale ont fourni aux régimes militaires sahéliens des arguments et des opportunités inédites pour raviver une diplomatie contestataire.

L'un des moteurs majeurs de la résurgence contestataire est la crise sécuritaire prolongée que traverse le Sahel depuis une décennie. L'effondrement du régime de Kadhafi en 2011, suivi du retour massif de combattants armés, a déclenché une instabilité régionale qui a nourri rébellions touarègues et insurrections djihadistes. Rapidement, AQMI, Ansar Dine ou le MUJAO ont

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

imposé leur domination dans le nord du Mali, profitant de la faiblesse chronique des armées nationales et même par exemple de la faiblesse généralisée de l'État malien sous le règne d'Amadou Toumani Touré (C. Chatelot, 2013 :15 ; *Le Monde*, 2013 : 16). Face à cette menace, les États sahéliens se sont retrouvés incapables de défendre leurs territoires.

Singulièrement, le cas du Mali est épatant quand il s'agit d'évoquer la situation des pays face au péril terroriste. La chute du Président malien d'alors, Amadou Toumani Touré, en 2012 est le symbole de la faillite étatique (*Le Monde*, 2013 : 16). Le coup d'État, suivi de l'intervention française (Serval), a révélé la dépendance structurelle du Mali et de ses voisins à l'égard d'ingérences extérieures. Or, cette dépendance est devenue un catalyseur de contestation avec l'argument de la souveraineté retrouvée qui s'est nourri du ressentiment populaire face à l'impuissance des dispositifs internationaux.

Cette dynamique s'est confirmée avec la multiplication des coups d'État. Au Mali (2020), au Burkina Faso (2022) et au Niger (2023), les militaires ont justifié leur prise de pouvoir par l'incapacité des régimes civils à contenir la menace terroriste (P. Bouda, 2024 : 1). Dans chacun de ces cas, la sécurité est invoquée comme levier de légitimation interne et de rupture diplomatique. En se rapprochant, ces régimes ont formé l'AES, qui incarne une solidarité fondée sur des défis sécuritaires partagés à savoir le terrorisme, les trafics transnationaux, les conflits intercommunautaires. Comme le souligne A. Bassou (2024 : 5), cette convergence a favorisé une communauté de destin, accélérant la construction d'une diplomatie commune tournée contre les anciennes tutelles.

La résurgence contestataire s'explique aussi par l'échec patent des interventions internationales et régionales. Depuis plus de dix ans, l'implication de la France, des Nations unies ou de la CEDEAO n'a pas permis d'enrayer la spirale de la violence. Au contraire, malgré la succession d'opérations militaires et d'initiatives régionales (MICEMA, G5 Sahel), la situation s'est aggravée. Au Burkina Faso, par exemple, les personnes déplacées internes atteignaient 1,5 million en 2021 (OCHA), signe d'une insécurité croissante malgré la présence militaire étrangère (A. Sogodogo, 2024 : 9). Pendant ce temps, les groupes armés s'implantaient durablement dans les zones rurales délaissées par les États, offrant parfois une gouvernance de substitution.

Les sanctions de la CEDEAO, imposées après les putschs, ont renforcé cette dynamique. Jugées disproportionnées et sélectives (S. Balima, 2024 : 2), elles ont polarisé les opinions et légitimé la rhétorique de résistance des nouvelles autorités. La décision conjointe du Mali, du Burkina

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Faso et du Niger de quitter la CEDEAO en janvier 2024 matérialise ce basculement vers une contestation assumée de l'ordre régional.

Un autre facteur clé de la résurgence contestataire réside dans la recomposition géopolitique mondiale. Dans un contexte multipolaire, les régimes de l'AES cherchent à diversifier leurs partenariats pour s'affranchir de la domination occidentale et ils l'ont trouvé auprès de la Chine, de la Russie et de la Turquie. La Chine s'est imposée comme un acteur incontournable sur la scène africaine depuis le début des années 2000, grâce à des investissements massifs dans les infrastructures africaines (A. Sogodogo, 2024 : 10) présentés comme dénués de conditionnalités politiques. Cette diplomatie économique séduit les régimes sahéliens en quête de marges de manœuvre face aux pressions occidentales. La Russie a renforcé son ancrage par la coopération militaire à travers les livraisons d'armes, la formation de soldats, la présence de sociétés de sécurité privées. Moscou mobilise aussi une rhétorique anti-impérialiste qui résonne fortement dans un espace marqué par le rejet des tutelles coloniales. Dans l'imaginaire politique sahélien, l'alliance avec la Russie symbolise une souveraineté retrouvée. La Turquie, enfin, développe une stratégie d'influence fondée sur le commerce, la coopération militaire et l'éducation religieuse. Par une diplomatie active, Ankara se positionne comme un partenaire alternatif offrant des opportunités de coopération moins contraignantes (A. Sogodogo, 2024 : 10-11).

La diplomatie contestataire réactualisée au Sahel est donc le produit d'une hybridation. Elle s'appuie sur des héritages anciens tout en étant façonnée par des dynamiques nouvelles : crise sécuritaire, échec des partenariats traditionnels, multipolarisme mondial.

3.2. Des actes diplomatiques de rupture : réorientation sécuritaire et contestation des tutelles

La résurgence de l'approche contestataire en Afrique de l'Ouest ne se limite pas à un registre discursif. Elle se traduit par des actes diplomatiques concrets qui marquent une volonté affirmée de rompre avec un ordre régional et international perçu comme néocolonial. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont multiplié, depuis 2021, des décisions stratégiques et symboliques qui réactualisent l'héritage des pères fondateurs de l'indépendance tout en l'adaptant à un contexte dominé par l'obsession sécuritaire.

Un premier registre de rupture concerne la redéfinition des alliances militaires. Le Mali a ouvert la voie en 2022 en exigeant le départ des forces françaises de l'opération Barkhane, dénonçant leur inefficacité et leur ingérence. Le retrait s'est étendu aux forces européennes de la *Task Force Takuba* et à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

stabilisation au Mali (MINUSMA). Dans la foulée, le Burkina Faso a mis fin à l'opération « Sabre » en février 2023, mettant un terme à quinze années de présence militaire française. Enfin, le Niger a exigé le 22 décembre 2023 le départ des troupes françaises, avant de rompre en mars 2024 l'accord de coopération militaire de 2012 avec les États-Unis. Quelques semaines plus tard, Washington annonçait le retrait de plus de 1 000 soldats déployés sur la base d'Agadez (P. Bouda, 2025 : 2). Ces décisions, inédites par leur simultanéité et leur radicalité, traduisent la volonté de ces pays de substituer à une dépendance ancienne une diversification stratégique tournée vers de nouveaux partenaires, notamment la Russie, la Turquie et la Chine (A. Sogodogo, 2024 : 10).

La rupture s'est également matérialisée sur le plan diplomatique. Les trois pays cités ont expulsé plusieurs diplomates français, multiplié les fermetures d'ambassades et mis fin à divers accords de coopération. Le Mali avait donné le ton dès janvier 2022 en expulsant l'ambassadeur de France, après une série de tensions culminant avec le discours virulent du Premier ministre par intérim aux Nations Unies, le 24 septembre 2022, accusant la France d'être une « junte au service de l'obscurantisme ». Au Niger, l'ambassade française a fermé ses portes en décembre 2023 après un bras de fer diplomatique prolongé, tandis qu'à Ouagadougou, Paris a rappelé son ambassadeur en janvier 2024. Le 18 avril de la même année, le gouvernement du capitaine Ibrahim Traoré a expulsé trois diplomates français pour « activités subversives », une expulsion jugée sans fondement par les autorités françaises (P. Bouda, 2025 : 2-3). Cette succession d'expulsions, rarissime dans la pratique diplomatique africaine contemporaine, témoigne de la dégradation spectaculaire des relations entre la France et les pays sahéliens.

Cette reconfiguration ne s'est pas limitée aux relations bilatérales avec les anciennes puissances coloniales. Les pays du Sahel ont aussi pris leurs distances avec les cadres institutionnels régionaux et multilatéraux, jugés inefficaces ou inféodés aux intérêts occidentaux. Le retrait du G5 Sahel, la dénonciation des sanctions de la CEDEAO et la décision de se retirer de l'organisation en janvier 2024 s'inscrivent dans la même logique. Les régimes militaires justifient ces choix par la nécessité de construire une architecture de sécurité autonome, dégagée des ingérences extérieures et des contraintes normatives.

Parallèlement, ils ont multiplié les rapprochements avec de nouveaux partenaires. La Russie occupe une place centrale, à travers des accords de coopération militaire, des livraisons d'armement, un soutien politique affiché, le développement des relations diplomatiques avec par exemple la réouverture de l'ambassade de la Russie au Burkina Faso, vingt ans après sa fermeture (P. Bouda, 2025 : 4). La Turquie et la Chine sont également courtisées, via des

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

accords économiques et commerciaux qui visent à compenser le désengagement occidental (A. Sogodogo, 2024 : 10-11). La diversification des partenaires traduit une volonté de repositionnement géopolitique dans un monde multipolaire où les régimes sahéliens entendent capitaliser sur les rivalités entre grandes puissances pour renforcer leur autonomie.

Un deuxième registre concerne la contestation de l'ordre régional et international. L'acte le plus marquant de cette remise en cause a été la décision conjointe du Mali, du Burkina Faso et du Niger de quitter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Annoncé en janvier 2024 et formalisé le 29 janvier 2025, ce retrait a été justifié par une dénonciation de l'organisation, jugée trop dépendante des puissances extérieures, en particulier la France, et incapable de répondre efficacement aux défis sécuritaires et économiques du Sahel. Selon les dirigeants de ces pays, la CEDEAO a non seulement échoué à garantir la sécurité collective mais s'est également transformée en instrument de sanctions, appliquant des mesures qualifiées « d'illégales, d'inhumaines et d'illégitimes » à l'encontre des régimes militaires (P. Bouda, 2025 : 3). Ces sanctions, qui allaient de la fermeture des frontières à la suspension des transactions financières en passant par le gel des avoirs et les interdictions de voyager pour les autorités militaires, ont renforcé le sentiment d'isolement et accéléré la décision de rupture.

Cette contestation dépasse la seule CEDEAO. Les pays de l'AES ont aussi quitté le G5 Sahel, dénonçant une structure « paralysée par des lourdeurs institutionnelles » et incapable d'atteindre ses objectifs en matière de lutte contre le terrorisme et de développement. De même, ils ont remis en cause la pertinence d'autres cadres régionaux et multilatéraux, à l'image de la MINUSMA, dont le retrait du Mali en juin 2023 a été présenté comme une étape nécessaire vers la reconquête de la souveraineté nationale (P. Bouda, 2025 : 3). Ces désengagements traduisent une volonté assumée de redéfinir l'appartenance régionale autour de l'Alliance des États du Sahel, présentée comme le noyau d'un nouvel ordre sous régional, solidaire et affranchi des influences extérieures.

Un troisième registre de rupture réside dans la refondation symbolique du discours diplomatique. Les autorités du Mali, du Burkina Faso et du Niger mobilisent une rhétorique souverainiste et panafricaine qui dénonce explicitement le néocolonialisme, les sanctions internationales et les ingérences extérieures. Ce discours, largement relayé par les médias nationaux et les canaux de communication gouvernementaux, met en avant la dignité, l'indépendance et la solidarité des peuples africains. Il s'accompagne de gestes symboliques forts comme la dénonciation d'accords bilatéraux jugés déséquilibrés, la proclamation de projets communs de défense ou encore promotion d'initiatives d'intégration économique et

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

politique en rupture avec les modèles hérités de la colonisation et des partenariats dominés par le Nord. En se présentant comme les porte-étendards d'une nouvelle diplomatie africaine contestataire et émancipatrice, les pays de l'AES cherchent à inscrire leur action dans la continuité des pères fondateurs du panafricanisme tout en adaptant leur stratégie aux réalités contemporaines, marquées par la centralité des enjeux sécuritaires et l'exigence d'autonomie.

Ainsi, la résurgence de la diplomatie contestataire s'incarne dans des actes tangibles et ces gestes, à forte portée symbolique et stratégique, marquent le passage d'une contestation avant tout idéologique à une politique de rupture effective, articulant souveraineté, sécurité et diversification des alliances.

Conclusion

L'évolution de la diplomatie contestataire en Afrique de l'Ouest montre une trajectoire marquée par des phases d'émergence, de déclin puis de résurgence. Initiée au lendemain des indépendances comme une rupture idéologique face à l'ordre colonial, elle a été incarnée par des leaders panafricanistes tels que Nkrumah, Touré ou Kéita. Toutefois, les contraintes économiques et politiques ont conduit les États à privilégier, dès la fin des années 1970, une diplomatie plus pragmatique, souvent en phase avec les attentes des bailleurs internationaux. La résurgence observée depuis les années 2000 montre la permanence de ce registre contestataire, qui demeure un outil récurrent pour affirmer la souveraineté, négocier des marges d'autonomie et réactiver des héritages panafricanistes. La persistance de ce registre, bien que réactualisé dans ses formes et ses acteurs, confirme l'hypothèse d'une diplomatie contestataire récurrente, mobilisée à la fois pour des raisons idéologiques et pour des calculs stratégiques liés à la survie des régimes.

Cette étude met en lumière la tension constante entre idéalisme postcolonial et pragmatisme réaliste dans la diplomatie ouest-africaine et souligne aussi l'importance d'analyser la diplomatie africaine non seulement comme une réponse aux rapports de force internationaux, mais également comme une production politique enracinée dans des héritages historiques et des contraintes contemporaines.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Références bibliographiques

BALIMA Sampala, 2024, *Le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale*, Note d'analyse, Friedrich Ebert Stiftung, 6 p.

BAMBA Abdoulaye, 2008, *Les relations politiques Côte d'Ivoire-Guinée : du débat sur la Communauté franco-africaine à la mort de Sékou TOURÉ (1958-1984)*, Université de Cocody, Thèse de doctorat, 718 p.

BASSOU Abdelhak, 2024, « De l'Alliance des États du Sahel à la Confédération des États du Sahel : le chemin est carrossable, mais semé d'embûches », *Policy Brief*, n°11/24, 8 p.

BAULIN Jacques, 1980, *La politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Euraf or Press, 215 p.

BLANCHET André, 1957, « Le défi de M. Houphouët-Boigny au Dr Nkrumah », *Le Monde*, consulté le 22 avril 2023 à 21 h 17 mn sur https://www.lemonde.fr/archives/article/1957/04/17/le-defi-de-m-houphouet-boigny-au-dr-nkrumah_2342500_1819218.html

BOAFO-ARTHUR Kwame, 2000, « Les relations économiques internationales sous le PNDC de 1982 à 1992 », *TOULABOR Comi, Le Ghana de JJ Rawlings*, Paris, Karthala, 234 p.

BOUDA Paulin, 2024, « Le changement de cap dans la politique étrangère des États de l'AES », *CEDIRE*, consulté le 17 avril 2025 sur https://www.cedire.fr/articles/le-changement-de-cap-dans-la-politique-etrangere-des-etats-de-laes

CHATELOT Christophe, 2013, « Les trois plaies du Mali », *Le Monde*, Hors-série, Édition 2013, p.14-15

CLIO, 2016, *Mali : Des royaumes soudanais à l'État contemporain*, 40 p., consulté en ligne le 8 avril 2025 sur https://www.clio.fr/chronologie/pdf/pdf_chronologie_mali.pdf

DAGBO Godé Pierre, 2014, *La diplomatie africaine : Théorie et Pratique*, Paris, l'Harmattan, 215 p.

DAN-RIGHT S. Dzorgho, 2001, *Ghana in search of Development: The Challenge of governance, economic management and institution building*, Aldershot, Ashgate, 379 p.

DECRAENE Philippe, 1980, « Deux décennies de politique extérieure malienne (1960-1980) », *Politique étrangère*, n°2, p.437-451, consulté en ligne le 19 avril 2025 sur https://www.persee.fr/docpolit_0032-342x_1980_num_45_2_2980

DEI-ANANG Michael, 1975, The Administration of Ghana's Foreign Relations, 1957-1965: A Personal Memoir, The Athlone Press University of London, London, 88 p.

ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

DONKOR Kwabena, 1997, *Structural Adjustment and Mass Poverty in Ghana*, Aldershot, Ashgate, 265 p.

LARONCE Cécile, 2000, *Nkrumah, le panafricanisme et les Etats-Unis*, Paris, Karthala, 325 p.

Le Monde, *Un désert sous influences*, Hors-série, Édition 2013, p. 16.

MIGANI Guia, 2012, « Sékou Touré et la contestation de l'ordre colonial en Afrique sub-saharienne, 1958-1963 », *Monde(s)*, n°2, p.257-274, consulté en ligne le 26 avril 2025 sur https://shs.cairn.info/revue-mondes1-2012-2-page-257?lang=fr

QUARM Samuel Ernest, 1995*, Diplomatic Servant: Reflections of a pioneer in Ghana's diplomatic service*, Accra, Afram Publications Ltd, 66 p.

SOGODOGO Abdoul, 2024, *Alliance des États du Sahel : Défis et perspectives*, Étude, Friedrich Ebert Stiftung, 15 p.

THIAM Doudou, 1963, La politique étrangère des États africains : ses fondements idéologiques, sa réalité présente, ses perspectives d'avenir, Paris, PUF, 168 p.

THOMPSON Willard Scott, 1969, Ghana's foreign policy, 1957-1966, diplomacy, ideology and the new state, Princeton N. J., Princeton University Press, 462 p.

TIXIER Gilbert, 1965, Le Ghana, Paris, LGDJ, 194 p.

TOULABOR Comi, 2000, « Relations entre le Ghana et le Togo depuis l'indépendance *»*, *TOULABOR Comi*, Le Ghana de JJ Rawlings, Paris, Karthala, 234 p.